Le FOUINEUR LIBRE

Le journal du Comité de Base pour l'Action et l'Information sur le Logement Social d'Hochelaga-Maisonneuve

Février 2010 Numéro 34

HAÏTI SECOUÉE

Par Jasmine Samson

Depuis près de trois mois on en entend parler partout, aux dires de certains trop. Déjà, avant le séisme, le peuple haïtien était aux prises avec plusieurs problématiques. Près du ¾ de la population est si pauvre qu'elle ne peut subvenir à ses besoins, le taux de scolarité étant très faible et le taux de chômage très haut. Il y avait là-bas des problèmes d'infrastructures de traitement des eaux qui ne faisaient que détériorer les conditions d'habitation déjà insalubres. Le taux d'occupation correspondait à 4,7 habitants par logement et le nombre de sans-abri avoisinait les 200 000 personnes. C'est sans compter les gens qui demeurent dans les bidonvilles. Le séisme a fait plus de 100 000 victimes auxquelles s'ajoutent les 300 000 personnes qui ont perdu leur demeure.

Des normes de construction inexistantes

Les normes de construction minimales n'ayant pas été très respectées, les maisons constituaient un véritable danger. L'association Architectes de l'urgence en sont à inspecter les bâtiments qui sont encore debout afin de voir si les gens peuvent les réintégrer sans risque. Ceux-ci dénoncent le non-respect des règles élémentaires de construction allant même jusqu'à affirmer que le nombre de victimes aurait été quatre fois moins grand si ces normes avaient été respectées.

Et après?

Pour l'instant l'emphase est mise sur les premiers secours et la distribution de vivres, il faudra ensuite reconstruire le pays. Une conférence internationale à d'ailleurs eu lieu à Montréal le 25 janvier dernier. Les dons recensés par l'ONU dépassent les 3 milliards et pourrait atteindre les 20 milliards de dollars. La communauté internationale a aussi pour défi de composer avec le problème de corruption qui sévit là-bas, par contre celle-ci travaille au plan de reconstruction en collaboration avec le président Préval. Comment se concrétisera l'effort de construction? Combien de temps cela prendra? Seul l'avenir nous le dira.

Depuis les violents séismes en Haïti, plusieurs autre pays ont été victimes de catastrophes naturelles majeures. Nos pensées vont à toutes ces communautés qui ont subies de lourdes pertes.

UN NOUVEAU LOGO POUR LE COMITÉ BAILS

Aimez-vous notre logo actuel? Croyez vous pouvoir faire mieux?
Le comité BAILS lance un grand concours de création de logo parmi ses membres. L'Assemblée générale se prononcera sur les logos reçu (l'ancien logo sera aussi en compétition! vous devez faire mieux) Le nouveau logo sera utilisé en primeur sur des T-shirts que nous produirons suite à son adoption.

CRITÈRES

Le logo devra être représentatif du comité BAILS, et conséquemment évoquer

- **Le quartier;**
- **La lutte et la solidarité;**
- **Le logement.**

Il devra intégrer l'acroynyme de l'organisme (comité BAILS) et peut de plus inclure le nom complet (Comité de Base d'Action et d'Information pour le Logement Social Hochelaga-Maisonneuve).

Les logos doivent être présentés en noir et blanc.

Seul les logos qui respectent la thématique seront présentés.

Vous pouvez nous faire parvenir votre proposition par la poste, par courriel (avec une bonne résolution comitebails@gmail.com) ou en personne avant l'Assemblée générale (Informez-vous pour connaître la date limite).

Dans le cadre de la campagne

NI CONDOS

Assemblée publique

La rue Ste-Catherine que nous voulons...

Le développement des quartiers s'est malheureusement souvent fait au profit des plus fortunés. Ceux qui peuvent investir (propriétaires, commercants, promoteurs de condos) sont actuelement les seuls qui décident. La rue Ste-Catherine va se transformer, et nous voulons plutôt que ce développement se fasse au bénéfice des gens qui y habitent.

AGISSONS MAINTENANT!

Le 31 mars 2010 à 18h30, Salle communautaire du HLM Joliette,
au coins Joliette et Ste-Catherine (575 Joliette)
514 522-1817 - bails@bellnet.ca

LE SUD-OUEST DU QUARTIER

Par Jonathan Aspireault Massé

Le comité BAILS lutte depuis plus d'un an pour la revitalisation du sud-ouest du quartier, particulièrement de la rue Sainte-Catherine. Cette campagne n'est pas le fruit du hasard, mais plutôt le résultat d'une série de constatations sur l'état de notre quartier.

Lorsqu'il est question dus sud-ouest ou de la rue Ste-Catherine, la prostitution, l'itinérance et la toxicomanie frappent l'imaginaire des gens. Cela est dû, principalement, à la croissance fulgurante de ces phénomènes, résultat direct du «nettoyage social» de l'arrondissement Ville-Marie. La Ville de Montréal, désireuse d'améliorer son image internationale, a en effet entrepris une campagne de nettoyage des «incivilités» qui a eu pour conséquence de repousser ces problématiques loin des yeux des touristes, entre autre vers le quartier Hochelaga, sans pour autant apporter des solutions afin d'aider ces personnes. Cependant, la réalité du sud-ouest du quartier va bien au-delà de ces problématiques visibles. À celles-ci s'ajoutent des éléments structurels importants.

La comparaison de certaines données statistiques du dernier recensement, permet de jeter un coup d'œil avisé sur la réalité de cette partie du quartier. Il faut d'abord constater que le revenu moyen des personnes vivant dans ce secteur se trouve inférieur à la moyenne du quartier, 22 281$ contre 23 994$. À cela s'ajoute un taux de chômage plus élevé, 10,38% comparativement à 9,58%. Le taux de scolarisation est moins élevé, 54,04% de la population a moins de 13 années de scolarité, versus 48% pour le quartier. Au niveau familial, le nombre de familles mono-parentales se situe à 34,46% alors qu'il est de 29,7% pour l'ensemble d'Hochelaga-Maisonneuve.

La situation du logement n'est guère plus rassurante, surtout, considérant le fait que l'on retrouve plus de 84% de locataires contre 81% pour le quartier. La proportion de locataires consacrant une trop grande partie de leur revenu au logement est légèrement plus élevée dans le secteur: 38,46% des ménages consacrent plus de 30% de leur revenu au logement, alors que ce taux s'élève à 37,7% pour l'ensemble du quartier. Or, les logements ne sont pas en meilleur état, Hochelaga-Maisonneuve est en effet ressorti, dans le dernier recensement, comme étant le quartier ayant le plus de réparations majeures à effectuer dans les logements, avec un taux de 14,6%. Cette proportion est pire dans le sud ouest du quartier (14,82%). Pire encore, à l'ouest de Darling et au sud d'Adam, on calcul que 19,2% des logements ont un besoin de réparations majeures, un logement sur cinq!

Au delà des chiffres, on note que le secteur sud-ouest du quartier souffre de déficit de ressources alimentaires, notamment par rapport à l'accessibilité aux fruits et légumes qui serait jugée très faibles. Les magasins à «bas prix» sont quasi-inexistant. Étonnamment, le secteur est bien pourvu en parcs, cependant, on dénote une absence d'animation dans ceux-ci, voire même une absence d'activités sociales ou de voisinage. Parallèlement, c'est aussi dans ce secteur, que l'on retrouve les plus importantes zones jugées insécurisantes par les résident-e-s.

Bien que ce bilan semble sombre et peu encourageant, il importe d'insister sur la volonté des gens de prendre leur quartier en main, de le revitaliser par et pour eux-mêmes. Il faut donc cesser l'intervention à la pièce et proposer des solutions structurantes et inclusives pour l'ensemble des résident-e-s de ce secteur. Les militant-e-s du comité BAILS croient que le logement social fait parti ces solutions, mais qu'il n'est, et ne doit pas, être le seul élément. C'est pour cela, que le comité BAILS appel tous les résidents et toutes les résidentes à venir participer à l'assemblée publique, ce 31 mars.

UN COMITÉ CITOYEN SUR INVITATION SEULEMENT...

Par Philippe Morin

En octobre dernier, un message circule sur internet : une « Association des résidents d'Hochelaga-Maisonneuve » est en formation. Pourquoi pas? Nous avons des groupes populaires sur le logement, l'aide sociale, l'alimentation, l'environnement mais il n'existe pas d'association où l'on puisse simplement s'impliquer pour connaître nos voisins et améliorer notre quartier ensemble. Les problèmes du quartier, vous les connaissez, pas besoin de les énumérer. C'est donc tout naïvement que je me présente à la réunion de « fondation » de cette association qui eut lieu le 8 octobre au CLSC. Présidée par une organisatrice communautaire du CLSC (elle n'est pas l'initiatrice de l'association), nous recevons Michel Gauthier du Comité des citoyens du Mile-End qui nous explique comment dans ce quartier différents résidents bénévoles se rassemblent et négocient avec les élus sur des enjeux d'urbanisme. À prime abord, ça peut sembler intéressant. Encore faut-il déterminer qui parlera au nom de qui…

Car lors de cette réunion ce n'est pas l'intérêt ni la participation qui manque. Nous sommes 23 personnes. Il y a Jean-Claude Rocheleau, candidat du NPD et même Philippe Beauchemin, du journal Nouvelles Hochelaga-Maisonneuve. L'article du 16 octobre publié dans Nouvelles s'intitule Des citoyens disent non à la « gentrification ». Ce n'est pas tout à fait ce qui s'est passé.

Car certains organisateurs de la réunion ne sont pas opposés à la gentrification. Bien au contraire. Lorsque la réunion commence je ne comprends pas vraiment pourquoi il y a tant de tension entre les organisateurs, surtout une certaine Julie Paquin, et des militants du BAILS-HM. À ce moment, je ne suis pas encore membre du BAILS-HM. Tout s'explique. Les mêmes personnes qui ont proposé la création d'une « association de résidents » sont celles qui s'opposent à ce qu'un terrain près de l'école Le Vitrail ne devienne une coopérative d'habitation. C'est beau le logement social, mais «pas dans ma cour».

La proposition powerpoint de création d'une association de résidents entend « représenter les résidents aux tables de concertation » mais aussi « briser le sentiment d'impuissance ». Comme principe de base, il faut être indépendant des « intérêts politiques », « rassembler et non diviser ». C'est bien beau, mais rassembler pour faire quoi? Lutter contre la pauvreté, c'est politique. L'impuissance, c'est politique. Le logement social aussi. C'est tellement politique que c'est la même Julie Paquin, opposé à la création d'une coop, qui dans les pages du Nouvelles HM nous demande « Est-ce la mission d'une commission scolaire de promouvoir le logement social ? » Je crois que oui. C'est pourquoi j'ai joint le comité BAILS-HM.

Après quelques chicanes pendant la réunion, on finit par s'entendre qu'en tant que résidents on peut faire quelque chose pour notre quartier. Quelque chose de positif. La prochaine réunion est prévue pour le 5 novembre. Je laisse mon nom, mon courriel et mon numéro de téléphone sur une liste. Une black list?

On est au mois de mars. Personne ne m'a jamais rappelé. Mon impression de départ était fondée. Cette « Association de résidents » n'est qu'une facade pour que 5 ou 6 personnes se donnent la légitimité pour parler au nom du quartier. On veut un meilleur quartier mais on est pas caves. Ce ne sera pas si facile…

TRIBUNE LIBRE

Par Luc Leblanc

On est tous d'accord pour dire qu'il y a plusieurs organismes et services qui sont à la disposition des citoyens afin d'améliorer leur condition de vie. Mais est-ce suffisant pour qu'une communauté puisse y vivre en harmonie dans son quartier?

J'ai entendu dire maintes et maintes fois des pas dans ma cours, pas de gang de rue, pas de prostitution, pas de ceci ou encore pas de cela...

Il y a des critiques sur la malpropreté causée par les vidanges, les détritus de tous les genres que l'on retrouve partout (jetés par les citoyens ou éparpillés par les vents.) Et que dire ds excréments de chien...

Il y a des citoyens qui demandent plus de parcs pour permettre aux familles de profiter du plein air et il y a ceux qui disent que les parcs sont vides et qu'ils ne sont pas utilisés à leur juste potentiel.

La solution pour un quartier en développement n'est-ce pas de vouloir une communauté participative? Un milieu de vie où les citoyens se sentent concernés veulent être concernés?

J'ai déjà mentionné que pour maximiser son bien-être, il y avait trois éléments à prendre en considération, soit être bien dans son lieu de résidence, dans son milieu culturel, et dans son implication communautaire.

Les "comités citoyens" semblent être la meilleure alternative. Des citoyens qui unissent leurs forces et leurs intérets dans un même élan de motivation. Ainsi les situations préoccupantes pour notre société pourraient être analysées, étudiées et finalement mises en application dans le meilleur des scénarios afin d'avantager l'ensemble de notre communauté en incluant bien sûr petits et grands, pauvres et moins pauvres, personnes seules et familles. Des comités de citoyens travaillant de concert avec des organismes, des entreprises et autres pour mettre leurs ressources et leurs efforts en commun afin d'obtenir un quartier plus sécure et plus dynamique.

Trouver des solutions et faire des actions pour le bien-être de son environnement, n'est-ce pas une bonne raison pour croire qu'il y a des possibilités pour l'amélioration du bonheur de tous et chacun.

Agir pour le bien-être de son entourage amènera peut-être les voisins à dire bienvenue dans ma cours ou bien, allons faire un tour au parc, il s'y passe quelque chose. Et graduellement le quartier deviendra pour le bonheur de tous un grand comité de citoyen.

AVANCÉ SUR LE DOSSIER DU VITRAIL

Le 24 dernier, la commission scolaire de Montréal devait prendre position pour la vente du terrain adjacent à l'école le Vitrail. En plus d'avoir présenté notre position en faveur du projet avec une pétition de plus de 1800 noms, participé à un conseil des commissaires et une assemblée publique, nous avons, lors de cette dernière occasion, fait acte de présence en distribuant des tracts et en tenant une banière sur laquelle on pouvait lire « Au pôle Darling Coop Parc CPE Pas l'un sans l'autre » pour montrer notre attachement au projet de logement social sur ce terrain.

Nous sommes heureux de vous annoncer que les commissaires ont voté en faveur de la vente du terrain, ce qui nous permet d'aller de l'avant dans le projet!

Bravo à tout ceux et toutes celles qui se sont impliqué dans cette campagne jusqu'à maintenant! Demeurons vigilants!

INCENDIE CRIMINEL SUR AYLWIN

Le 9 mars dernier, on apprenait qu'une quinzaine de ménages se trouvaient à la rue suite à un incendie criminel sur la rue Aylwin. Outre le drame évident de plusieurs ménages incapables de se payer une assurance et qui ont tout perdu, cette situation nous montre l'urgence de reprendre en main notre parc de logement. L'incendie a en effet prit racine dans un immeuble dont le propriétaire était d'une négligence notoire, pour dire le moins. Tout le voisinage le constatait, mais personne n'arrivait à rien faire de concret.

Source : cyberpresse «Incendie dans Hochelaga-Maisonneuve: l'endroit avait mauvaise réputation»

Nous croyons qu'en transformant des logements privés délabrés comme ceux du propriétaire négligent en logements sociaux, nous pourront améliorer la condition de vie générale de tous les résidents du quartier!

LOGEMENT COMMUNAUTAIRE ET ACTION COLLECTIVE : AGIR SUR LA DYNAMIQUE DE L'EXCLUSION

Par Maxime Boucher

Le projet de Mobilisation par le logement communautaire de Parole d'excluEs (http://www.parole-dexclus.qc.ca) illustre différentes facettes d'actions collectives contre l'exclusion sociale. La colonne vertébrale de ce projet est l'implication des locataires et du voisinage pour définir leurs aspirations et leurs besoins et négocier la façon de les prendre en charge. En plus de répondre à un besoin fondamental et à un droit qu'est le logement, il s'agit de permettre à des familles en situation de pauvreté ou de vulnérabilité, isolées ou peu au fait de leurs droits, de reprendre du pouvoir d'agir sur leur vie.

C'est pourquoi la SHAPEM (Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal) s'est associée à Parole d'ExcluEs pour développer l'animation et la mobilisation locale. Elle fournit un local communautaire dans un immeuble situé au coin des rues St-Clément et Ontario. Son ouverture à la population en fait un lieu privilégié de rencontres et de mobilisation citoyenne. Pour Parole d'excluEs, une des conditions de base à une action dans un quartier est d'offrir un lieu de prise de parole, d'échange et de développement d'actions collectives.

Cela suppose une mobilisation pour développer des solidarités entre les habitants, avec les organisations locales et obtenir du soutien des pouvoirs publics et de partenaires sociaux. C'est en sortant terrains et immeubles du marché spéculatif et en rénovant ou construisant du logement à vocation sociale qu'il devient possible de créer des relations de confiance avec le voisinage, préalable au développement du lien social.

Afin de faciliter la création de lien social et d'améliorer la qualité de vie des résidents du secteur, Parole d'excluEs a mis en place un système de coopération et d'échange de services, l'Accorderie (http://www.accorderie.ca), dont la monnaie d'échange est le temps. Déjà, plus de 100 résidents du secteur y ont adhéré et échangent individuellement et collectivement des services qui améliorent leur qualité de vie au quotidien.

Dans le secteur de l'ancienne Biscuiterie Viau, la dynamique locale porte à penser que la cohabitation entre les résidents pourrait devenir un défi majeur. Cette zone, autrefois inhabitée, a vu apparaître récemment de nombreux condos, notamment dans le cadre de la reconversion de l'ancienne usine, ainsi que des projets de logements communautaires. La densité des nouvelles constructions est telle que seul un mur mitoyen sépare les logements communautaires d'une série de condos. De plus, certains logements développés par la SHAPEM dans le cadre du programme AccèsLogis offrent jusqu'à quatre chambres à coucher. Dans ces conditions, le vivre ensemble sera probablement mis à dure épreuve.

Aussi, une Étude des besoins et aspirations des résidents du secteur de l'ancienne Biscuiterie Viau a été réalisée sur le terrain au cours de l'été 2009 par une équipe universitaire composée de chercheurs et d'étudiants (http://iupe.wordpress.com) afin de connaître les préoccupations de la population locale et ses propres solutions. Une assemblée publique tenue le 28 novembre dernier a permis de valider et de bonifier les résultats auprès d'une cinquantaine de citoyens présents.

Déjà, des projets, des solutions aux problèmes sont identifiés par plusieurs résidents. La construction d'un milieu de vie sans exclusion, qui réponde aux besoins réels des gens, est au cœur des actions collectives en construction.

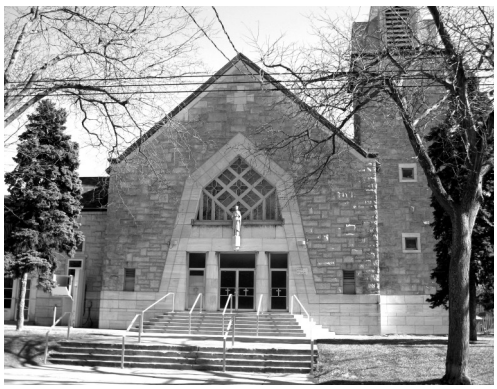
Le local communautaire est ouvert à toutes et à tous. Joignez-vous à cette démarche citoyenne et faisons de notre quartier un territoire où il fait bon vivre ensemble parce qu'il répond réellement à nos aspirations !

Tél. 514-658-3560
www.parole-dexclus.qc.ca
Local communautaire:
4903, Ontario Est #002

L'ÉGLISE ST-BARNABÉ

Par Denis Arseneault

Pendant la deuxième guerre mondiale des entreprises prospéraient ou naissaient. La revanche des berceaux amenait ses



rejetons vers les grandes villes en quête de pain et de beurre. Ainsi Hochelaga-Maisonneuve offrait le logis à 50 dollars pour un 5 et demi , quand ce n'était pas qu'un salon double pour un jeune couple marié chez un autre locataire. Les nouvelles familles catholiques y venaient vivre, travailler.

La Vickers faisait des bateaux, le port et les compagnies de chemin de fer engageaient beaucoup. En passant par les biscuits et les chaussures, l'économie de marché du quartier amenait son lot de fidèles. Les paroisses St-Clément et St-Nom-de-Jésus n'ayant plus la capacité de recevoir tout ce monde, et ceux à venir, le clergé fit construire en 1950-51 l'église St-Barnabé. Elle fut érigée sur la rue Adam comme plusieurs autres, au milieu des deux fabriques débordées, avec un désign moderne. C'était le début des salles paroissiales : le cinéma à projecteur à 25 cents et au fil des ans, le bingo, les AA, le hockey cosom, le ping-pong, les bazars, les partys et quelques fois la messe au sous-sol où se passait le déhanchement du bon peuple, le seul lieu abordable où la danse jadis sanctionnée permettait de retomber sur ses pieds pour oublier ses mains meurtries, ses genoux amochés, enfin de marcher la tête haute là où la société commençait à se démocratiser.

La pillule contraceptive arriva et de nombreux dogmes catholiques furent délaissés et les gens s'affranchirent non sans culpabilité et le pardon ne fût plus demandé et l'église vidée de

St-Barnabé avait un bilan difficile et son dernier prêtre quitta pour la Société d'astronomie du planétarium Dow, qu'on aura sur le site olympique.

En 1991 déjà impliquée dans la paroisse, arrive Jeannelle Bouffard et d'autres intervenants pour sauvegarder le rôle communautaire déjà installé dans le milieu en achetant la fabrique St-Barnabé pour y fonder le CAP (Carrefour d'Alimentation et de Partage) : banque alimentaire, repas, lieu de rencontre et location de logements dans l'ancien presbythère pour des gens en supervision. Deux autres locaux situés à l'arrière de l'église pour des groupes communautaires qui s'y activent dont le COMITE-BAILS, l'incontournable, et ses forces vives bâtissant le logement de demain!

VIRÉE À OTTAWA

MANIF POUR LE FINANCEMENT DU LOGEMENT SOCIAL

Par Héloïse Moysan-Lapointe

Le 4 décembre dernier, le comité BAILS a répondu en force à l'appel du FRAPRU d'aller manifester à Ottawa. Le but de la manifestation était de bien faire comprendre aux élus des deux paliers de gouvernement que le logement social doit être financé adéquatement. En effet, nous avons profité de l'occasion d'une rencontre fédéral-provincial des ministres responsables de l'habitation pour montrer à tout ce beau monde que le logement social est toujours une priorité pour la population, une priorité que nous continueront de défendre dans la rue tant que les besoins ne seront pas comblés.

Nous revendiquions, plus précisément, un investissement fédéral adéquat qui permette la construction de nouveaux logements sociaux, mais aussi un engagement ferme de continuer à financer les locataires à très faibles revenus. Il faut savoir que plusieurs projets de logements sociaux construits dans les années fin '70 et '80 bénéficient de subventions pour les locataires à très faible revenu, mais cette subvention s'inscrit dans le cadre d'une entente qui théoriquement prend fin après le remboursement de l'hypothèque. Or, plusieurs de ces contrats viendront à échéance dans les prochaines années. Considérant que la santé financière des HLM, coopératives et OBNL touchés n'est pas particulièrement favorable, nous craignons que sans ces subventions, même après avoir remboursé l'hypothèque, les organismes ne soient plus capables d'offrir des loyers fixés selon la capacité réelle de payer des locataires (par exemple 25% du revenu).

Nous voulons donc obtenir du gouvernement fédéral, qui est responsable de ces projets, un engagement clair qu'il continuera à financer les locataires à plus faible revenu.

SOLIDARITÉ AVEC LE MALI

Par Eugène Mandel

En solidarité avec l'événement survenu au Mali (Bamako) qui a coûté la vie à Monsieur Issa Diarra, membre de l'Union des Associations et de Coordinations d'Associations pour la Défense et le Droit des Démunis (UACADDDD), le Comité Bails Hochelaga-Maisonneuve se joint aux autres associations du réseau international No Vox pour protester contre cet acte ignoble.

Lors de la manifestation organisée le 4 décembre dernier à Ottawa relativement à l'investissement du gouvernement fédéral en matière de logement social, les membres du Comité Bails ont pu manifester leur indignation contre cet assassinat crapuleux. En marge de cette manifestation, les membres du Comité Bails, en compagnie d'autres associations, ont pu effectuer un arrêt instantané devant l'ambassade malienne à Ottawa, en guise de protestation. Des oeillets ont étés déposés devant l'ambassade à la mémoire D'Issa Diarra

Par ce geste le Comité Bails a voulu joindre sa voix à ceux et celles qui luttent pour le bien-être de plus démunis qui rencontrent de nombreux obstacles à travers le monde et réclament que justice soit faite.

MANIFESTATIONS PRÉ-BUDGÉTAIRE LE 23 FÉVRIER

Par Héloïse Moysan-Lapointe

Lors de la dernière campagne électorale, Jean Charest avait promis à l'association des locataires de Sherbrooke le financement de 15 000 logements sociaux sur cinq ans, à raison de 3000 logements par année. L'année passée, le gouvernement a bel et bien financé les 3000 logements promis pour l'année, mais ne s'est pas engagé pour les années à venir. Nous sommes donc revenus à la charge cette année pour lui demander, au minimum, de respecter sa promesse.

Malheureusement, on nous promet un budget serré et austère. Sous prétexte de devoir réduire les dépenses de l'état pour limiter le déficit, le gouvernement menace de hausser les tarifs, couper dans les services publics etc. On a donc tout à craindre pour le financement du logemement social.

Mais nous ne nous laiserons pas abattre! Ces premières manifs pré-budgétaires, qui ont rassemblé plusieurs centaines de personnes à Montréal, Sherbrooke et Québec, n'étaient qu'un coup de semonce. Nous sommes prêts et prêtes à prendre la rue pour obtenir ce que nous voulons!

Nous invitons donc tous les militants et toutes les militantes à participer activement aux grandes mobilisations qui s'annoncent ce printemps : 1er avril pour s'opposer à la hausse des tarifs dans les services publics, 1er mai pour célébrer les luttes ouvrières, et ainsi de suite. Montrons au gouvernement et à tous ses amis patronaux que la résistance s'organise!

Vive la lutte!
Vive le logement social!

Montréal

Québec

Sherbrooke

SOLIDARITÉ SANS FRONTIÈRE

LE FRAPRU PARTICIPE À UNE DÉLÉGATION DU RÉSEAU NO VOX AU JAPON

Du 27 février au 8 mars 2010, Véronique Laflamme, une représentante du FRAPRU, est au Japon avec une délégation du Réseau international No Vox, dont le FRAPRU est membre. Les représentantes et les représentants de No Vox y participeront à un forum de solidarité internationale qui se déroulera en fin de semaine à Tokyo sous le thème « Mouvements sociaux et mouvements sans frontières ». Toute la semaine précédant le Forum, la délégation rencontre des mouvements actifs dans différentes villes (Tokyo et Osaka) et différents quartiers. Afin de vous donner un aperçu de ce voyage de solidarité, quelques photos et un bref carnet de voyage (militant !) sont mis en ligne, au jour le jour.

Les autres membres de la délégation sont Annie Pourre du Réseau No Vox, Aissatou Balde de l'association française APEIS (Association pour l'emploi, l'information et la solidarité auprès des précaires), Jean-Baptiste Eyraud de DAL (Droit au logement) et Guylaine Brunet pour le Groupe Image de Nox Vox. Gim Heung-hyeon, un militant coréen du syndicat des vendeurs de rue de Séoul, actif dans le mouvement des pauvres, a également été invité à participer aux activités par les militants et militantes du Réseau No Vox au Japon. Notre port d'attache est dans le quartier Ueno, un quartier populaire au Nord du centre-ville de Tokyo. Nous sommes hébergés dans la salle collective de la Coopérative Aum (une coopérative de recyclage).

Les délégué-e-s japonais, français, coréens et québécois du Réseau No Vox ont été invité-e-s à participer à une semaine de solidarité internationale et à un forum sous le thème « Droits sociaux et Mouvements sans frontières ». Toute la semaine, la délégation a participé à des rencontres d'échanges et à de débats avec les militants et militantes et a rencontré les mouvements actifs dans différents quartiers de Tokyo ainsi que dans la ville Osaka. Au programme : cuisines collectives de sans-abris dans les parcs, visites de campements autogérés de sans-abris dans des parcs de Tokyo et d'Osaka, rencontres avec des associations de défense du droit des migrants, des syndicats de journaliers et de travailleurs précaires.

LES PUNAISES DE LIT

Une contribution d'Entraide-Logement

Le nombre de logements infestés par les punaises de lit, à Montréal comme partout au pays, ne cesse d'augmenter depuis ces dernières années. La punaise de lit n'est pas synonyme de pauvreté ou de malpropreté; on la retrouve autant dans les hôtels 5 étoiles que dans les refuges pour sans-abri. Le retour en force de la punaise est inquiétant, la vigilance s'impose face à cet insecte dont l'extermination peut être longue et difficile. Le corps de la punaise de lit est ovale et aplati mesurant entre 4 et 7 mm de long et dépourvu d'aile. Comme la punaise se nourrit du sang des dormeurs, elle se retrouve généralement dans les lits. Cependant, dépendant le degré de l'infestation, elle peut également se cacher dans les fissures des murs, du sol, des meubles, derrière les tableaux, sous le papier peint, dans les prises électriques, dans les tables de nuits, etc.

La punaise se déplace en marchant ne pouvant ni voler, ni sauter. Le plus souvent, la dispersion des punaises se fait par le déplacement ou le déménagement d'un lieu à l'autre d'articles infestés comme des meubles, des vêtements, des valises, la literie, etc. Les piqûres de punaises ressemblent à celles d'un moustique et causent d'importantes démangeaisons. La présence de taches de sang sur les couvertures et de tâches noires ou brunes sur le matelas, le sommier ou les murs est un indice d'une infestation de punaises.

Si vous pensez être infesté, vous devez dénoncer rapidement la situation à votre propriétaire. En vertu de la loi, le propriétaire doit vous fournir la pleine jouissance des lieux loués pendant toute la durée de votre bail. Ainsi, il a l'obligation d'éradiquer la présence de punaises dans votre logement et doit faire appel à un exterminateur le nombre de fois nécessaire. Vous devez bien suivre les recommandations de l'exterminateur avant sa visite. Voici quelques petits trucs pour aider à contrôler une infestation. Vous pouvez enduire les pattes de votre lit de Vaseline et décoller votre lit du mur. Passez l'aspirateur sur les matelas, les sommiers, le sol et les endroits propices à cacher des punaises. (N'oubliez pas de vous débarrasser du sac de l'aspirateur!) Lavez la literie et le linge à l'eau chaude avec du savon. Évitez de ramasser des meubles et matelas sur le trottoir et nettoyez bien les meubles achetés usagers.Pour plus d'information, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Dans Hochelaga-Maisonneuve, deux comités logement existent. **Entraide- Logement** s'occupe de vous supporter dans la défense de vos droits individuels, notamment face à votre propriétaire privé. Leurs bureaux sont situés au **1500, Avenue d'Orléans (édifice du Chic Resto Pop)**. Vous pouvez aussi les joindre au **514.528-1634**. **elhm@cam.org**.

LA LUTTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DE KYOTO À COPENHAGUE

Par Patrick Landry

«Les changements climatiques sont une réalité et leur influence sur l'environnement et la santé des Canadiens et des Canadiennes se fait ressentir. Les causes des changements climatiques et leurs conséquences pour l'environnement et la santé humaine sont de mieux en mieux comprises et de plus en plus problématiques » peut-on lire sur le site web d'Environnement Canada.

Alors que la majorité des Canadiens sont d'accord sur l'urgence d'agir au sujet des changements climatiques, le Canada est toujours loin de respecter les engagements qu'il avait pris dans le cadre du Protocole de Kyoto.

Le protocole de Kyoto est un traité international visant à la réduction des gaz à effet de serre, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques dont les pays participants se rencontrent annuellement depuis 1995. Signé le 11 décembre 1997 lors de la 3e conférence annuelle de la Convention (COP 3) à Kyoto (Japon), il est entré en vigueur le 16 février 2005 et a été ratifié à ce jour par 183 pays, à l'exception notable des États-Unis.

Le protocole de Kyoto propose un calendrier de réduction des émissions des six gaz à effet de serre (1) qui sont considérés comme la cause principale du réchauffement climatique des cinquante dernières années. Il comporte des engagements absolus de réduction des émissions pour 38 pays industrialisés, avec une réduction globale de 5,2 % des émissions de dioxyde de carbone d'ici 2012 par rapport aux émissions de 1990.

Un nouvel accord devrait être établi pour faire suite au Protocole de Kyoto. Cet accord devait être décidé à la Conférence de Copenhague qui a eu lieu au mois de décembre 2009. Cette conférence internationale, aussi appelée COP15, était la réunion annuelle des représentants des pays qui avait ratifié la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, l'accord qui a précédé le Protocole de Kyoto.

La conférence de Copenhague a été la Quinzième édition du sommet annuel des représentants des pays ayant ratifié la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, la COP 15 a abouti a un pseudo « Accord de Copenhague » visant à réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre en 2050 par rapport à celles de 1990[2]

Cet accord n'est pas juridiquement contraignant [4], car il ne prolonge pas le protocole de Kyoto, censé prendre fin en 2013[5]. Il n'est en outre pas assorti de dates-butoirs ni d'objectifs quantitatifs [6] alors que pour stabiliser la hausse de températures à 2 degrés par rapport à l'ère pré-industrielle, les pays industrialisés doivent réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre avant 2020. A l'heure actuelle, le cumul des objectifs négociés ne dépasse pas les 20 %. Chaque pays s'est engagé à formuler avant fin janvier 2010 ses objectifs de baisse d'émission de gaz à effet de serre pour l'horizon 2015-2020. Certains pays en développement ont néanmoins accepté de mettre en œuvre des mesures d'atténuation et de lutte contre la déforestation, au niveau national, et de publier un bilan bi-annuel de ces efforts tandis que les pays riches ont accepté de consacrer annuellement (de 2020 à 2100) 100 milliards de dollars américains aux pays en développement

La performance du Canada lors de la conférence fut épouvantable. Nos négociateurs ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour miner l'entente contraignante qui aurait radicalement ralenti la destruction environnementale causée par des projets tels que les sables bitumineux de l'Alberta.

« Le fait que notre premier ministre, un ancien pétrolier, se dit «confortable» avec l'entente conclue à Copenhague en dit beaucoup sur son inefficacité», souligne Bruce Cox. Le Réseau Action Climat, une coalition mondiale de plus de 400 groupes

environnementaux, a décerné 10 prix «Fossile du jour» au Canada, un honneur sarcastique étant remis au pays qui tente par tous les moyens de freiner les discussions sur le climat. Et pour terminer, le Canada a récolté le grand prix du ''Fossile colossal''. Bref, notre gouvernement nous a laissé tomber. »

On dirait que M. Harper tente de faire oublier le fait que le Canada est le pire pays du G8 en ce qui concerne les émissions de gaz à effets de serre; que le Canada est parmi les 10 plus grands pollueurs de la planète et que, en 2007, le taux d'émission de gaz à effet de serre était de 26.2 % plus élevé qu'en 1990.

Malgré l'absence de réelle politique en faveur de la lutte aux changements climatiques de la part du Canada ou de pays tels que les

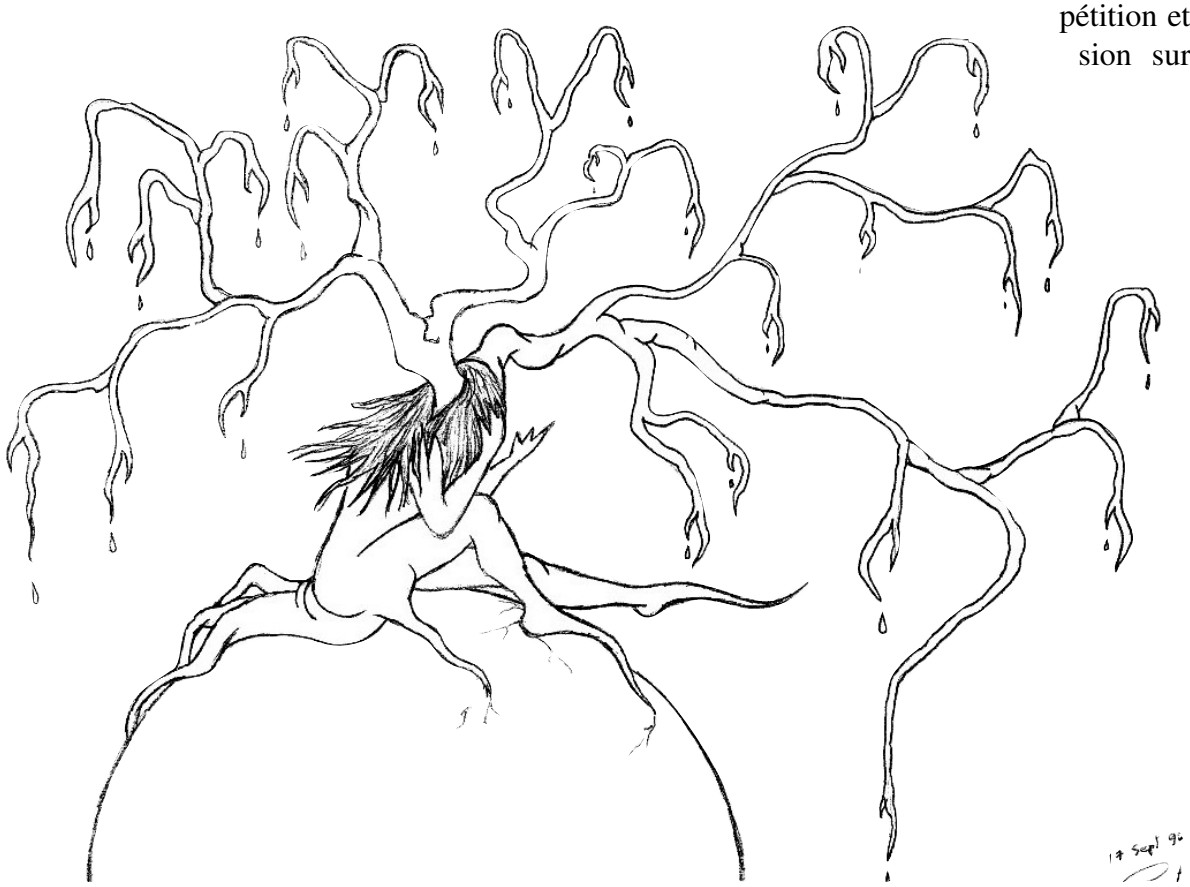
États-Unis, plusieurs campagnes de mobilisation planétaire voient le jour sur le Web.

Montrez l'exemple!

La lutte aux changements climatiques est un des plus grands défis auquel l'humanité doit faire face. La solution au réchauffement planétaire passe par l'action et par plein de gestes concrets qui peuvent être faits au quotidien.

Nous pouvons d'abord communiquer avec nos élus municipaux, provinciaux et fédéraux pour les inciter à agir immédiatement en ce qui concerne le réchauffement de la planète. Nous pouvons également participer à la campagne KYOTO*plus* en signant la pétition et/ou en mettant de la pression sur les dirigeants fédéraux pour qu'ils respectent les engagements que le Canada a pris dans le cadre du Protocole de Kyoto.

En tant que citoyens canadiens, nous pouvons réclamer de Stephen Harper, un réel engagement du gouvernement face à la lutte aux changements climatiques.



(1) Les gaz à effet de serre (GES) sont des composants gazeux qui absorbent le rayonnement infrarouge émis par la surface terrestre, contribuant à l'effet de serre. L'augmentation de leur concentration dans l'atmosphère terrestre est un facteur soupçonné d'être à l'origine du récent réchauffement climatique.

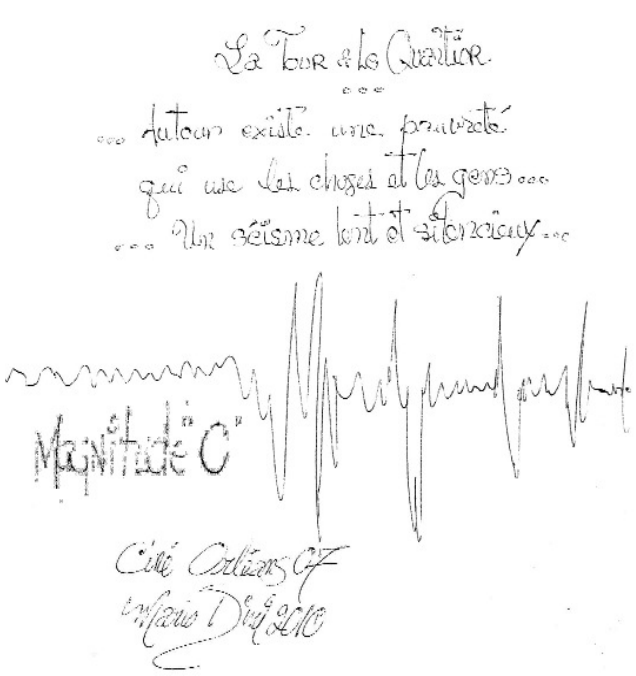
Les principaux gaz à effet de serre non artificiels sont :la vapeur d'eau (H_2O), le dioxyde de carbone (CO_2). le méthane (CH_4), le protoxyde d'azote (N_2O), et l'ozone (O_3) Note : L'eau (sous forme de vapeurs ou de nuages) est à l'origine de 72 %, soit près de trois quarts de l'effet de serre total

Les gaz à effet de serre industriels incluent des gaz fluorés comme :les hydrochlorofluorocarbures, comme le HCFC-22 (un fréon) ; les chlorofluorocarbures (CFC), le tétrafluorométhane (CF_4), l'hexafluorure de soufre (SF_6). Note : Le dioxyde de carbone est le principal gaz à effet de serre produit par l'activité humaine, 74 % du total (tous modes d'émissions réunis)

Le coin des membres

UNE IMAGE VAUT MILLE MOTS

Par Mario Dini



Le BAILS sur Internet!

Et oui, nous l'avons finalement fait! Le comité BAILS et Entraide logement se sont dotés d'un super site web. Visitez le au

WWW.LOGEMENT-HOCHELAGA-MAISONNEUVE.ORG

Le coin des membres

MOT MYSTÈRE

Par Denis Arsenault

Éliminez les mots de la liste d'en bas de la grille afin de découvrir le mot mystère.

E	S	U	A	C	R	I	T	I	Q	U	E	N	U	L
R	E	S	I	T	A	I	D	E	M	R	N	I	E	R
I	E	R	E	B	U	F	F	A	D	E	N	A	L	P
A	N	S	E	C	C	U	S	I	I	S	A	M	A	A
T	E	A	I	A	O	M	E	T	G	E	S	E	L	U
U	V	I	A	D	M	U	U	P	N	R	S	D	I	V
A	R	G	E	E	E	O	T	E	I	V	O	N	M	R
N	A	N	C	N	S	N	N	R	T	E	C	G	E	E
U	L	E	I	A	S	G	C	T	E	R	I	O	N	T
M	G	E	V	S	A	G	E	E	E	U	E	R	T	E
M	I	R	R	G	G	D	V	T	S	E	I	S	M	E
O	Q	N	E	G	E	R	A	E	N	O	I	L	A	T
C	U	E	S	S	I	O	R	R	P	C	A	N	O	N
R	E	D	I	A	R	I	B	S	E	S	S	E	M	A
R	L	A	I	C	I	T	E	D	U	T	I	L	O	S

aider
aliment
associe
brave
cadenas
canon
cause
coeur
communautaire
cout
critique
croate
demain
denree
dieu
dignite
droit
engagee
espoir
grogne
laicite
mediatiser
message
messes
nevralgique
nier
noir
nul
paroisse
pauvrete
perte
plan
rebuffade
reserve
residence
sage (2x)
saignee
sante
seisme
service
solitude
soutien
succes
talion
treuil

À venir au comité BAILS

25 mars : Assemblée des millitants et des millitantes du FRAPRU
31 mars : Assemblée publique sur la revitalisation sociale de la rue Ste-Catherine
1er avril : Manifestation contre la menace généralisée de hausse des tarifs publics (Coalition contre la hausse des tarifs)
1er Mai : Journée internationale des travailleurs et des travailleuses
28 avril : Souper de mobilisation
du 3 au 7 mai : Semaine de la dignité
6 mai : Manifestation de l'OPDS

Les **Ateliers sur le logement social** sont toujours aussi populaires! Vous connaissez une personne qui aimerait éventuellement obtenir un logement social? Vous voulez en savoir plus sur le logement social? N'hésitez pas à vous inscrire ou les inviter à l'une des séances.
Les ateliers sont prévus aux dates suivantes: 13 avril 14h00, 27 avril 17h30 (appelez nous pour confirmer.)

Inscrivez-vous!

Contactez-nous!

www.logement-hochelaga-maisonneuve.org

Comité BAILS
1455 rue Bennet,
Montréal, Qc H1V 2S5

Bails@Bellnet.ca
Tel 514 522-1817
Fax 514 522-9863

Le Fouineur Libre est produit par le Comité BAILS de manière entièrement autonome. Ont participé à ce numéro : Fouineurs et fouineuses : Jasmine Samson, Jonathan Aspireault-Massé, Philippe Morin, Luc Leblanc, Denis Arseneault, Héloïse Moysan-Lapointe, Véronique Laflamme (tiré du site web du FRAPRU), Patrick Landry et Mario Dini. Correction Héloïse Moysan-Lapointe, Luc Leblanc, Mathieu Frappier... Illustrations : Mario Dini, Claire Rouleau